
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1915.

Projet de loi accordant aux personnes qui ont acquis la nationalité belge en vertu des articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, un délai d'un an pour décliner cette nationalité.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Bien que nul ne soit censé ignorer la loi, l'expérience prouve que, particulièrement en matière d'indigénat, les intéressés oublient souvent de bénéficier des facultés légales qui leur sont accordées. Faute d'avoir fait une option de patrie dans le délai voulu, ils peuvent se trouver ainsi, au point de vue de la nationalité, dans une situation qui ne répond nullement à leurs vœux et qui entraîne parfois les plus graves inconvénients.

Aussi voyons-nous que le législateur, guidé par un souci d'humanité, s'est décidé à diverses reprises à rouvrir les délais d'option. C'est ainsi que la loi du 20 mai 1845 a accordé aux anciens habitants des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg un nouveau délai pour faire la déclaration prescrite par la loi du 4 juin 1859. De même, les lois des 1^{er} avril 1879 et 25 mars 1894 ont été votées en faveur de diverses catégories de personnes qui avaient omis de remplir les formalités requises pour acquérir la nationalité belge. Enfin, l'article 5 de la loi du 1^{er} juin 1911 est conçu dans le même esprit.

Toutefois, il convient de remarquer que, si ces dispositions législatives ouvrent de nouveaux délais pour faire les options de patrie, elles ne le font pourtant qu'en vue de faciliter aux intéressés l'acquisition de la qualité de Belge. La nationalité belge étant envisagée comme un bienfait, l'octroi plus ou moins généreux de ce bienfait ne saurait être imputé à faute au législateur. Mais celui-ci n'encourrait-il pas quelque reproche si, après l'expiration des délais d'option prévus par une loi d'indigénat, il en ouvrait de nouveaux pour permettre aux intéressés, non pas d'acquérir la nationalité belge, mais bien de la décliner? Ne semble-t-il pas que le législateur ne doive en aucune hypothèse faciliter la répudiation de ce qui constitue à ses yeux une faveur?

Cette conclusion serait trop absolue. Un examen plus attentif de la ques-

tion montre bientôt qu'il peut être utile, et même nécessaire, de ne pas imposer la nationalité belge à ceux qui ne la désirent pas, et qui se trouvent d'ailleurs en possession d'une autre nationalité. Tel est justement l'esprit des articles 7 et 17 de notre loi du 8 juin 1909 :

« Art. 7. --- Deviennent Belges, à l'expiration de leur vingt-deuxième année, si, pendant cette année, ils ont en leur domicile en Belgique *et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère* :

» 1° L'enfant né en Belgique de parents étrangers dont l'un y est né lui-même ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ;

» 2° L'enfant né en Belgique d'un étranger et qui est domicilié dans le royaume depuis six ans sans interruption.

» Art. 17. — Sont Belges ceux qui, nés en Belgique d'un père né lui-même dans le royaume et y domiciliés depuis dix ans au moment de la publication de la présente loi, ont omis de faire la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil, *à moins que, dans un délai de deux ans à partir de la publication de la présente loi, ils ne déclarent leur intention de conserver la nationalité étrangère.* »

On le voit, les articles 7 et 17 n'avaient nullement pour objet de faire des Belges malgré eux. Ils réservaient expressément aux intéressés le droit d'éviter l'acquisition de la qualité de Belge en déclarant leur intention de conserver la nationalité étrangère.

Néanmoins, en fait, il se trouve qu'un certain nombre de personnes visées aux articles 7 et 17 et nullement désireuses de changer de nationalité, ont omis de faire la déclaration prévue aux dits articles, et sont, par conséquent, devenues Belges, tout en conservant leur nationalité d'origine. Il est à peine besoin de signaler les inconvénients qui résultent de cette situation. Elle engendre un conflit de lois qui peut être irréductible, et dont on ne saurait en tout cas demander la solution aux principes du droit international privé. Elle suscite les plus graves difficultés au point de vue de l'application des lois civiles et fiscales, et surtout des lois qui règlent le service militaire. Tout au plus, sans trancher le nœud du conflit, peut-on songer à en écarter les conséquences en matière d'obligations de milice, par la conclusion de traités ou d'arrangements diplomatiques analogues à la Convention franco-belge du 30 juillet 1891.

Sans doute, les conflits de lois de double nationalité ne pourront être entièrement évités, aussi longtemps que l'indigénat ne sera pas régi, dans les divers États, par des lois rigoureusement identiques. Sans doute encore, les cas signalés plus haut ne sont pas imputables aux articles 7 et 17 de la loi de 1909, qui prévoient le moyen d'éviter le conflit, mais bien à la négligence des intéressés, qui ont omis d'utiliser le moyen légal. Mais puisque, en 1843, en 1879, en 1894, en 1911, on a jugé qu'il ne fallait pas nécessairement tenir rigueur aux intéressés d'une négligence qui les avait empêchés d'acquérir la nationalité belge, il ne semble pas excessif de réserver aujourd'hui la même indulgence aux étrangers devenus Belges sans volonté formelle, peut-être à leur insu, et investis par conséquent du privilège peu enviable de la

double nationalité. En leur donnant le moyen de réparer leur faute, en leur permettant de décliner une nationalité qu'ils ont acquise, légalement sans doute, mais enfin par l'omission d'une formalité dont ils n'ont pas probablement apprécié toute l'importance, le législateur ira au-delà des strictes exigences du Droit, mais il restera dans les limites de l'humanité.

C'est en s'inspirant de ces considérations que le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre un projet de loi accordant aux personnes visées aux articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909 un nouveau délai d'un an pour décliner la nationalité belge. La déclaration se fera avec les mêmes formalités que la déclaration prévue aux articles susdits.

Il est à remarquer que les lois de 1845, de 1879, de 1894 et de 1911 assignaient au délai, comme point de départ, la date de leur publication, tandis que le texte du projet fait courir le délai « du jour où la loi deviendra obligatoire ». Cette dernière formule semble plus précise et de nature à empêcher toutes contestations au sujet du *dies a quo*, et surtout du *dies ad quem* de la période pendant laquelle les déclarations peuvent être faites valablement.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

PROJET DE LOI

accordant aux personnes qui ont acquis la nationalité belge en vertu des articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, un délai d'un an pour décliner cette nationalité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les personnes qui sont devenues Belges, faute d'avoir fait la déclaration prévue aux articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, seront admises, dans le délai d'un an à dater du jour où la présente loi deviendra obligatoire, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi de 1909, leur

WETSONTWERP

waarbij aan de personen, die de Belgische nationaliteit verwierven uit kracht van de artikelen 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, een termijn van één jaar wordt verleend om deze op te zeggen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil :

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De personen, die Belg zijn geworden, doordien zij hebben verzuimd de verklaring af te leggen bij de artikelen 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909 voorzien, mogen binnen één jaar te rekenen van den dag waarop deze wet verbindend wordt, de Belgische nationaliteit opzeggen, mits zij, in den bij de wet van 1909

intention de conserver la nationalité étrangère.

vereischten vorm, kennis geven van hun voornemen om de vreemde nationaliteit te blijven behouden.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1915.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ December 1915.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1913.

Ontwerp van wet waarbij aan de personen, die de Belgische nationaliteit verwierven uit kracht van de artikelen 7 et 17 der wet van 8 Juni 1909, een termijn van één jaar wordt verleend om deze op te zeggen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Vooraf in zake inboorlingschap, heeft ons de ervaring geleerd dat, ofschoon eenieder wordt geacht de wet te kennen, de belanghebbenden dikwijls verzuimen hun voordeel te maken van de bevoegdheden, hun door de wet geboden. Het feit, dat zij nalieten optie van vaderland te doen binnen den gestelden termijn, kan aanleiding zijn dat zij, ten opzichte van de nationaliteit, in een toestand komen waarmede zij geenszins zija gediend en die soms bijzonder ernstige bezwaren medebrengt.

Ook zien wij den wetgever, geleid door humaniteitsoverwegingen, er bij herhaling toe besluiten nieuwe termijnen voor de optie toe te staan. Aldus werd bij de wet van 20 Mei 1845 aan de oud ingezetenen der afgestane gedeelten van Limburg en Luxemburg, een nieuwen termijn vergund om de bij de wet van 4 Juni 1859 voorgeschreven verklaring af te leggen. Zóó ook werden de wetten van 1 April 1879 en 25 Maart 1894 gestemd ten behoeve van verscheidene categoriën personen, die hadden nagelaten de vereischte formaliteiten te vervullen om de Belgische nationaliteit te verkrijgen. Ten slotte, ook artikel 5 der wet van 1 Juni 1911 huldigt hetzelfde inzicht.

Nochtans moet worden opgemerkt dat, indien bij de aangehaalde wetsbepalingen verdere termijnen worden voorzien voor de vaderlandskeuze, dit slechts geschiedt om den belanghebbenden het erlangen van den staat van Belg gemakkelijker te maken. Daar het bezit der Belgische nationaliteit beschouwd wordt als eene weldaad, kan het den wetgever niet tot fout worden aangerekend als hij op min of meer kwistige wijze deze weldaad verspreidt. Zou echter de wetgever van alle blaam verschoond blijven, indien hij, na het verstrijken der bij eene wet op het inboorlingschap gestelde optie-termijnen, nieuwe termijnen bepaalde om den belanghebbenden toe te laten, niet de Belgische nationaliteit te verkrijgen, maar van deze afstand te doen? Schijnt het niet of de wetgever mag het in geen geval bevorderen, dat afstand worde gedaan van iets dat hij als een gunst beschouwt?

Zulke gevolgtrekking zou te absoluut zijn. Bij nader onderzoek van de zaak, blijkt alras dat het nuttig, ja noodig kan zijn de Belgische nationaliteit niet op te dringen aan hen die ze niet verlangen en die trouwens eene andere nationaliteit bezitten. Van zulk een inzicht getuigen juist de artikelen 7 en 17 van onze wet 8 Juni 1909.

ART. 7. — Worden Belgen, bij het einde van hun twee en twintigste jaar, indien zij, gedurende dat jaar, hunne woonplaats in België gehad hebben *en niet hebben verklaard dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit te behouden* :

1^o Het kind, in België geboren uit vreemde ouders waarvan één er zelf is geboren of er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad sedert tien jaren ;

2^o Het kind, dat in België is geboren uit een vreemdeling en zijne woonplaats in het Rijk heeft gehad sedert zes jaren, zonder onderbreking.

ART. 17. — Zijn Belg zij die, in België geboren uit een vader die zelf in het Rijk is geboren en er hunne woonplaats hebbende sedert tien jaren op het oogenblik der afkondiging van deze wet, hebben verzuimd de verklaring af te leggen voorzien bij artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek, *ten ware, binnen een tijdsverloop van twee jaren, te rekenen van deze afkondiging, zij hun voornemen te kennen geven de vreemde nationaliteit te behouden.* »

Men ziet het, bij de artikelen 7 en 17 werd geenszins beoogd personen tegen wil en dank tot Belgen te maken. Daarbij werd den belanghebbenden uitdrukkelijk het recht toegekend, om niet in het Belgisch staatsverband te worden opgenomen, door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit wenschen te behouden.

Feitelijk echter hebben enkelen onder de bij de artikelen 7 en 17 bedoelde personen, zonder van plan te zijn van nationaliteit te veranderen, verzuimt de bij de aangehaalde artikelen voorziene verklaring af te leggen, en zijn zij dienvolgens Belgen geworden, alhoewel zij hunne oorspronkelijke nationaliteit bleven bezitten. Het is haast onnoodig te wijzen op de bezwaren welke deze toestand medebrengt. Daaruit wordt een wetsconflict geboren, dat niet bij te leggen kan zijn en waarvan in elk geval de oplossing niet kan worden gezocht in de beginselen van het internationaal privaatrecht. Ook geeft deze toestand aanleiding tot de moeilijkste verwikkelingen, waar burgerlijke en fiscale wetten dienen toegepast en niet het minst waar het de wetten tot regeling van den dienstplicht betreft. Hoogstens kan men — en dan is de knoop nog niet doorgehakt — er aan denken, de gevolgen van dien toestand in zake militieplicht te verijdelen door het tot stand brengen van diplomatieke overeenkomsten of regelingen op het voorbeeld der Fransch-Belgische overeenkomst van 30 Juli 1894.

Zoolang het inboorlingschap niet zal geregeld zijn bij wetten die, voor de verschillende Staten, volkomen dezelfde zijn, kunnen de wetsconflicten van dubbele nationaliteit ongetwijfeld niet geheel worden vermeden. Ongetwijfeld ook zijn de hooger vermelde gevallen niet toe te schrijven aan de arti-

kelen 7 en 17 der wet van 1909, die het middel aan de hand doen om het conflict te voorkomen, doch aan de nalatigheid der belanghebbenden die verzuimd hebben het wettelijk middel te gebruiken. Daar echter in 1845, in 1879, in 1894, in 1911, de meening heeft gegolden, dat het niet volstrekt hoefde dat de belanghebbenden zouden hebben te boeten voor een verzuim, waarbij zij belet werden de Belgische nationaliteit te verkrijgen, zoo komt het niet overdreven voor thans dezelfde toegevendheid te betoonen aan de vreemdelingen die, buiten hunnen uitdrukkelijken wil en misschien wel buiten hunne voorkennis, in het Belgisch verband zijn opgenomen en daardoor het weinig benijdenswaardig voorrecht der dubbele nationaliteit deelachtig zijn geworden. Wanneer hij hun het middel verschaft om in hun verzuim te voorzien, door hen toe te laten eene nationaliteit op te zeggen welke zij hebben verkregen, wel is waar uit kracht van de wet, maar toch door het na te laten eene formaliteit te vervullen waarvan zij wellicht al de gewichtigheid niet inzagen, gaat de wetgever verder dan de strenge eischen van het recht strekken, al blijft hij toch binnen de grenzen der menschlievendheid.

Door deze overwegingen geleid, heeft de Regeering de eer U ter behandeling aan te bieden een ontwerp van wet waarbij aan de bij de artikelen 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909 bedoelde personen een verderen termijn van één jaar wordt verleend om afstand te doen van de Belgische nationaliteit.

De verklaring zal afgelegd moeten worden in den zelfden vorm als de bij de aangehaalde artikelen voorziene verklaring.

Er valt op te merken dat voor de wetten van 1845, 1879, 1894 en 1911, de termijn begon met den dag der bekendmaking der wet, terwijl de tekst van het ontwerp den termijn laat aanvangen met den dag waarop de wet verbindend wordt. Deze laatste formule lijkt nauwkeuriger te zijn en van dien aard dat geen geschil meer zal rijzen omtrent het *dies a quo*, en vooral het *dies ad quem* van het tijdsbestek, waarin de verklaringen geldig mogen worden afgelegd.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

PROJET DE LOI

accordant aux personnes qui ont acquis la nationalité belge en vertu des articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, un délai d'un an pour décliner cette nationalité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les personnes qui sont devenues Belges, faute d'avoir fait la déclaration prévue aux articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, seront admises, dans le délai d'un an à dater du jour où la présente loi deviendra obligatoire, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi de 1909, leur

WETSONTWERP

waarbij aan de personen, die de Belgische nationaliteit verwierven uit kracht van de artikelen 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, een termijn van één jaar wordt verleend om deze op te zeggen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil :

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De personen, die Belg zijn geworden doordien zij hebben verzuimd de verklaring af te leggen bij de artikelen 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909 voorzien, mogen binnen één jaar te rekenen van den dag waarop deze wet verbindend wordt, de Belgische nationaliteit opzeggen, mits zij, in den bij de wet van 1909

intention de conserver la nationalité étrangère.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1913.

vereischten vorm, kennis geven van hun voornemen om de vreemde nationaliteit te blijven behouden.

Gegeven te Brussel, den 13^{en} December 1913.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

